

Unité départementale de l'Aube et de la Haute-Marne
1 boulevard Jules Guesde
CS 70377
10026 Troyes

Troyes, le 24 septembre 2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 29/08/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

REVIVAL (ex BARTIN RECYCLING)

Zone Industrielle 4 - B.P. 8
Rue du Président Lecuyer
59880 Saint-Saulve

Références :
Code AIOT : 0005701959

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 29/08/2024 dans l'établissement REVIVAL (ex BARTIN RECYCLING) implanté ZI - Rue Danton 10600 La Chapelle-Saint-Luc. L'inspection a été annoncée le 12/07/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette inspection a été réalisée dans le cadre de la recherche d'équipements de broyeurs associés aux véhicules hors d'usage (VHU).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- REVIVAL (ex BARTIN RECYCLING)
- ZI - Rue Danton 10600 La Chapelle-Saint-Luc
- Code AIOT : 0005701959
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société REVIVAL est spécialisée dans la récupération, le tri de déchets de métaux. Cette activité est autorisée par l'arrêté préfectoral (AP) du 27/11/1995. Elle est également agréée pour assurer la prise en charge, le stockage, la dépollution et le démontage des véhicules hors d'usage (VHU). Les arrêtés préfectoraux du 10 février 2012 et du 11 décembre 2019 encadrent cette activité.

Thèmes de l'inspection :

- Air

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Nomenclature	AP Complémentaire du 10/02/2012, article 1	Sans objet
2	Respect des cahiers des charges VHU	AP Complémentaire du 11/12/2019, article 2	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection a permis de constater la conformité par rapport aux prescriptions établies par les arrêtés préfectoraux définissant les conditions d'exploiter l'établissement.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Nomenclature

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 10/02/2012, article 1																
Thème(s) : Risques chroniques, Nomenclature																
Prescription contrôlée : La Société BARTIN RECYCLING, dont le siège social est situé ZI des Forges - 15, rue Albert et Paul Thouvenin - 18102 VIERZON Cedex, est autorisée à exploiter les installations suivantes sous réserve du respect des prescriptions de l'arrêté préfectoral n° 95-3760 A du 27 novembre 1195 et de l'arrêté préfectoral d'agrément n°PR 10 00010 D du 04 décembre 2008 sur son site de LA CHAPELLE SAINT LUC : <table border="1"><thead><tr><th>Rubrique</th><th>Installation</th><th>Capacité</th><th>Régime</th></tr></thead><tbody><tr><td>2712</td><td>Installation de stockage, dépollution, démontage, découpage ou broyage de véhicules hors d'usage ou de moyens de transport hors d'usage, la surface étant supérieure à 50 m²</td><td>800 m²</td><td>A</td></tr><tr><td>2713</td><td>Installation de transit, regroupement ou tri de métaux ou de déchets de métaux non dangereux, d'alliage de métaux ou de déchets d'alliage de métaux non dangereux, à l'exclusion des activités et installations visées aux rubriques 2710, 2711 et 2712. La surface étant supérieure ou égale à 1 000 m²</td><td>11566 m²</td><td>A</td></tr><tr><td>2718</td><td>Installation de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux ou de déchets contenant les substances dangereuses ou préparations dangereuses mentionnées à l'article R. 511-10 du code de l'environnement, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 1313, 2710, 2711, 2712, 2717 et 2719. La quantité de déchets susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 1 tonne</td><td>200 tonnes</td><td>A</td></tr></tbody></table>	Rubrique	Installation	Capacité	Régime	2712	Installation de stockage, dépollution, démontage, découpage ou broyage de véhicules hors d'usage ou de moyens de transport hors d'usage, la surface étant supérieure à 50 m ²	800 m ²	A	2713	Installation de transit, regroupement ou tri de métaux ou de déchets de métaux non dangereux, d'alliage de métaux ou de déchets d'alliage de métaux non dangereux, à l'exclusion des activités et installations visées aux rubriques 2710, 2711 et 2712. La surface étant supérieure ou égale à 1 000 m ²	11566 m ²	A	2718	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux ou de déchets contenant les substances dangereuses ou préparations dangereuses mentionnées à l'article R. 511-10 du code de l'environnement, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 1313, 2710, 2711, 2712, 2717 et 2719. La quantité de déchets susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 1 tonne	200 tonnes	A
Rubrique	Installation	Capacité	Régime													
2712	Installation de stockage, dépollution, démontage, découpage ou broyage de véhicules hors d'usage ou de moyens de transport hors d'usage, la surface étant supérieure à 50 m ²	800 m ²	A													
2713	Installation de transit, regroupement ou tri de métaux ou de déchets de métaux non dangereux, d'alliage de métaux ou de déchets d'alliage de métaux non dangereux, à l'exclusion des activités et installations visées aux rubriques 2710, 2711 et 2712. La surface étant supérieure ou égale à 1 000 m ²	11566 m ²	A													
2718	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux ou de déchets contenant les substances dangereuses ou préparations dangereuses mentionnées à l'article R. 511-10 du code de l'environnement, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 1313, 2710, 2711, 2712, 2717 et 2719. La quantité de déchets susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 1 tonne	200 tonnes	A													
Constats : La visite de l'établissement a permis de constater les activités associées aux rubriques à autorisation de l'établissement, à savoir 2712,2713,2718. Observation : Les quantités stockées sont maîtrisées																
Type de suites proposées : Sans suite																

N° 2 : Respect des cahiers des charges VHU

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 11/12/2019, article 2
Thème(s) : Risques chroniques, Respect des cahiers des charges VHU
Prescription contrôlée : L'exploitant est tenu, pour l'activité pour laquelle il est agréé à l'article 1 du présent arrêté, de satisfaire à toutes les obligations mentionnées dans le cahier des charges annexé au présent arrêté. Annexe - Cahier des charges relatif à l'agrément VHU 1° Les opérations de dépollution suivantes sont réalisées avant tout autre traitement du véhicule hors d'usage : [...] - les carburants, les huiles de carters, les huiles de transmission, les huiles de boîtes de vitesses, les huiles hydrauliques, les liquides de refroidissement, les liquides antigels et les liquides de freins ainsi que tout autre fluide présent dans le véhicule hors d'usage sont retirés, et stockés séparément le

cas échéant, notamment en vue d'être collectés, à moins qu'ils ne soient nécessaires pour la réutilisation des parties de véhicule concernées,

- les filtres et les condensateurs contenant des polychlorobiphényles (PCB) et des polychloroterphényles (PCT) sont retirés suivant les indications fournies par les constructeurs automobiles sur la localisation de ces équipements dans les modèles de véhicules concernés de leurs marques,
[...]

3° L'exploitant du centre VHU est tenu de contrôler l'état des composants et éléments démontés en vue de leur réutilisation et d'assurer, le cas échéant, leur traçabilité par l'apposition d'un marquage approprié, lorsqu'il est techniquement possible[...]

4° L'exploitant du centre VHU est tenu de ne remettre :

-les véhicules hors d'usage traités préalablement dans ses installations, qu'à un broyeur agréé ou, sous sa responsabilité, à un autre centre VHU agréé ou à toute autre installation de traitement autorisée à cet effet dans un autre Etat membre de la Communauté européenne, dès lors que le transfert transfrontalier des véhicules hors d'usage est effectué dans le respect des dispositions du règlement n° 1013/2006 du Parlement européen et du Conseil du 14 juin 2006 concernant les transferts de déchets,
[...]

13° L'exploitant du centre VHU est tenu d'assurer la traçabilité des véhicules hors d'usage, notamment en établissant en trois exemplaires un bordereau de suivi mentionnant les numéros d'ordre des carcasses de véhicules hors d'usage correspondants aux numéros se trouvant dans le livre de police, ainsi que les tonnages associés (modèle en annexe III du présent arrêté). Un exemplaire du bordereau est conservé par le centre VHU, les deux autres exemplaires étant envoyés au broyeur avec le ou les lot(s) de véhicules hors d'usage préalablement traités correspondants.
[...]

Constats :

La dépollution est réalisée par un agent formé à cette mission. L'exploitant a montré à l'inspection les attestations de formation en date du 11 juin 2024 (fluide frigorigènes) et le 3 juillet 2024 (aptitude climatisation). Une procédure interne encadre les opérations de dépollution, elle est datée du 5 juillet 2016. L'inspection en a pris connaissance.

L'exploitant ne réalise pas de démontage de pièces en vue d'une réutilisation. Le point 3 est donc sans objet.

L'exploitant a transmis, à l'inspection, les bordereaux de sortie des VHU vers deux broyeurs agréés :

-bordereau de sortie vers l'entreprise Trentetrois à Montereau-fault-Yonne, du 27 juin 2024, les numéros des lots entrants (carcasse de voitures) sont indiqués ainsi que le tonnage (22 tonnes)

-bordereau de sortie vers l'entreprise Interchantier à Athis-Mons, du 8 janvier 2024, la référence et le tonnage (16 t) sont indiqués

Type de suites proposées : Sans suite